

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 2264

[C — 2004/29229]

19 MAI 2004. — Décret modifiant le décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 20 juin 1980 fixant les conditions de reconnaissance et d'octroi de subventions aux organisations de jeunesse, est remplacé par:

« Article 1^{er}. Dans les limites des crédits disponibles, le ministre ayant la politique de la jeunesse dans ses attributions, ci-après dénommé le ministre, octroie des subventions aux organisations de jeunesse reconnues aux conditions prescrites par ou en vertu du présent décret. »

Art. 2. § 1^{er}. — A l'article 2 du même décret, il est inséré un § 2bis rédigé comme suit :

§ 2bis. Par « Commission », il faut entendre la Commission consultative des Organisations de Jeunesse visée au chapitre IIbis du présent décret. »

§ 2. A l'article 2 du même décret, il est inséré un § 2ter rédigé comme suit :

« § 2ter. Au sens du présent décret, les cinq zones d'application sont :

1° la Province de Hainaut;

2° la Province de Luxembourg;

3° la Province de Namur;

4° la Province de Liège, à l'exception des communes visées à l'article 5 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966;

5° la zone constituée de la région bilingue de Bruxelles-Capitale et de la Province du Brabant wallon. »

Art. 3. L'article 3 du même décret est remplacé par :

« Art. 3. § 1^{er}. Pour obtenir la reconnaissance comme organisation de jeunesse, et la conserver, l'association doit :

1° exercer une activité correspondant à l'objectif défini à l'article 2 sur base d'initiatives locales, régionales ou communes à l'ensemble de la Communauté française;

2° se donner un statut d'asbl ou, en cas d'association de fait, se donner une dénomination et un règlement d'ordre intérieur excluant tout but de lucre et garantissant son autonomie;

3° avoir son siège dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

4° s'adresser à un public composé, sauf exception, d'enfants, d'adolescents ou des jeunes adultes âgés de moins de 30 ans;

5° assurer la participation active des usagers à la conception, la préparation et la gestion des programmes en assurant notamment la présence d'au moins 2/3 de jeunes de moins de 35 ans, dans chacun des organes directeurs (assemblée générale, conseil d'administration, conseil de direction, comité de programme, etc.);

6° offrir aux jeunes les moyens d'une formation adaptée aux objectifs de l'organisation et aux programmes conçus avec leur participation, soit en faisant appel à des organismes spécialisés, soit en organisant elle-même les programmes de formation nécessaires;

7° assurer la publicité des informations destinées aux membres ainsi que les règles d'accès aux activités, programmes et équipement ainsi que l'adhésion à l'organisation;

8° disposer d'un local utilisé exclusivement par l'organisation et y tenir une permanence à temps plein pendant 12 mois de l'année, sauf pendant la période normale de congés, assumée par une ou plusieurs personnes travaillant pour l'organisation;

9° disposer d'un raccordement téléphonique et d'un compte au nom de l'organisation auprès d'un organisme de crédit;

10° garantir la couverture par assurance de la responsabilité civile de l'organisation et de ses membres à l'égard de tiers ou d'autres membres de l'association;

11° tenir une comptabilité régulière permettant le contrôle financier;

12° accepter la vérification de la conformité des activités et de leur comptabilité aux conditions mises à l'octroi des subventions, conformément à l'article 55 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat du 17 juillet 1991.

§ 2. En outre, l'association doit :

1° Pour être reconnue comme mouvement de jeunesse :

— assurer la participation d'au moins 1 500 membres régulièrement inscrits sur base d'un engagement volontaire au sein d'au moins 35 sections réparties dans trois des cinq zones d'application du présent décret;

2° Pour être reconnue comme mouvement spécialisé :

a) s'adresser à une catégorie de jeunes bien définie par son milieu de vie;

b) justifier d'une action spécifique correspondant aux besoins particuliers de cette catégorie de jeunes;

c) assurer la participation d'au moins 1 000 membres régulièrement inscrits sur base d'un engagement volontaire au sein d'au moins 20 sections ou 5 centres d'enseignement supérieur répartis dans trois des cinq zones d'application du présent décret.

3° Pour être reconnue comme service de jeunesse :

a) exercer, dans dix communes au moins, réparties dans au moins trois des cinq zones d'application du présent décret, une activité régulière au service de la jeunesse ou des associations de jeunesse,

ou

b) réaliser, dans au moins trois des cinq zones d'application du décret, un total de dix activités de formation de cadre ou de séjours d'animation équivalent à au moins 50 journées de service de la jeunesse ou des associations de jeunesse;

4° Pour être reconnue comme organisation de coordination :

— grouper au moins 6 organisations de jeunesse reconnues qui collaborent, sur base de conceptions idéologiques sociales ou politiques communes ou par l'application de méthodes et techniques communes, à la réalisation d'activités d'intérêt commun.

5° Pour être reconnue comme confédération d'organisations de jeunesse :

- a) Respecter les conditions énoncées au 4°;
- b) Assurer la représentation, la valorisation et la défense des intérêts des organisations de jeunesse qu'elle affine;
- c) Faire valoir les positions de ses membres en matière de politique de la jeunesse auprès de différentes instances et des pouvoirs publics;
- d) Prester en faveur de ses membres des missions de coordination, de concertation, d'information et de conseil, de service et de formation;

e) Promouvoir sur base de conceptions idéologiques ou sociales ou de politiques communes, l'échange de savoirs, de connaissances, et de méthodes et techniques pédagogiques et politiques dans lesquels se construisent des activités d'intérêt commun portant sur des enjeux sectoriels ou généraux de la politique de la jeunesse.

Si plusieurs associations qui sollicitent leur reconnaissance comme confédération d'organisations de jeunesse comptent parmi leurs membres une même organisation de jeunesse reconnue, celle-ci indique l'association demandeuse à laquelle son adhésion doit bénéficier pour effectuer le dénombrement prévu au 4°.

§ 3. Lorsqu'il s'agit d'une organisation de jeunesse représentative d'une tendance politique ayant une représentation au Conseil de la Communauté française au titre exclusif de la région bilingue de Bruxelles-Capitale, il peut être dérogé à la condition d'implantation dans trois des cinq zones d'application du présent décret, moyennant avis spécifique du Conseil de la Jeunesse d'expression française sur ce point.

Art. 4. Dans le même décret, l'article 8, § 2, est remplacé par :

« § 2. Sont réputées admissibles au titre de dépenses de fonctionnement :

1° les rémunérations du personnel permanent employé par l'organisation conformément aux dispositions barémiques prévues par le décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses, en surnombre de ceux pour lesquels est assurée l'intervention prévue à l'article 7, § 1^{er}, 1° et 2°;

2° les honoraires et rémunérations ponctuels accordés aux personnes non employées à plein temps et exerçant des fonctions d'animation ou de formation dans le cadre d'activités organisées au niveau communautaire de l'organisation;

3° les dépenses consenties en remboursement de frais supportés par le personnel d'animation à concurrence du montant forfaitaire de 4.000 EUR pour les membres du personnel d'animation;

4° les dépenses consenties par le secrétariat général de l'organisation pour les publications sous forme d'imprimés et d'affiches ou d'autres supports déduction faite de la location de ces publications et de l'insertion de publicité;

5° les loyers ou valeur locative des locaux utilisés par le secrétariat central à concurrence du montant du revenu cadastral de ceux-ci;

6° les frais d'électricité, de chauffage, d'entretien et de réparation de ces locaux;

7° le précompte immobilier payé par l'organisation;

8° les cotisations statutaires aux associations internationales de jeunesse ou d'éducation permanente dont fait partie l'organisation intéressée et les frais de participation à une réunion statutaire par an à concurrence du nombre de mandats y exercés par l'organisation;

9° les frais d'assurances souscrites par le secrétariat général de l'organisation à l'exception de celles relatives à l'utilisation de véhicules automobiles;

10° les frais d'abonnement ou quote-part d'abonnement au réseau téléphonique souscrit par le secrétariat général et utilisation de ce réseau;

11° les dépenses consenties par l'organisation pour l'achat de matériel didactique administratif et technique à concurrence de 2.500 EUR par an.

Art. 5. Dans le même décret, il est inséré un chapitre *IIbis* rédigé comme suit :

« Chapitre *IIbis* — Des subventions complémentaires forfaitaires

Art. 10bis. § 1^{er}. Les organisations de jeunesse reconnues bénéficient en outre, dans la limite des crédits disponibles, de subventions annuelles complémentaires prenant la forme de montants forfaitaires fixes et variables.

§ 2. A partir de l'exercice budgétaire 2005, la subvention complémentaire forfaitaire fixe s'élève à au moins 10.000 EUR par année.

§ 3. La subvention complémentaire forfaitaire variable s'élève, chaque année, au montant obtenu à l'aide de la formule suivante :

a) Soit a le nombre d'organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles ne dépassant pas 14.900 EUR;

b) Soit b le nombre d'organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles comprises entre 14.901 EUR et 29.800 EUR;

c) Soit c le nombre d'organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles comprises entre 29.801 EUR et 198.000 EUR;

d) Soit d le nombre d'organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles dépassant 198.000 EUR;
Soit n le nombre obtenu à l'aide de la formule suivante :

$$n = a + (b * 1,5) + (c * 2) + (d * 2,5)$$

Les organisations visées au a) ont droit chacune à une subvention complémentaire forfaitaire variable égale à 1 point.

Les organisations visées au b) ont droit chacune à une subvention complémentaire forfaitaire variable égale à 1,5 point.

Les organisations visées au *c)* ont droit chacune à une subvention complémentaire forfaitaire variable égale à 2 points.

Les organisations visées au *d)* ont droit chacune à une subvention complémentaire forfaitaire variable égale à 2,5 points.

La valeur du point est déterminée par le montant du crédit disponible diminué du montant total des subventions allouées en vertu du chapitre II, des subventions complémentaires forfaitaires fixes visées au § 2 du présent chapitre et des subventions allouées en vertu du chapitre III*bis*, divisé par *n*.

Art. 10*ter*. § 1^{er}. Les subventions annuelles complémentaires forfaitaires octroyées pour une année sont afférentes à la même année civile.

§ 2. Le Gouvernement liquide ces subventions dans le respect des principes suivants :

— Chaque année, les services du Gouvernement estiment les subventions annuelles complémentaires forfaitaires sur la base de la saison culturelle subventionnée, au titre de subvention ordinaire, à charge du budget de l'année précédente;

— Chaque année, pour autant que le budget général des dépenses ait été préalablement adopté, 85 % des subventions complémentaires forfaitaires variables estimées sont liquidés, au plus tard le 30 avril;

— A partir du 1^{er} septembre, et après transmission par l'association des comptes et bilans relatifs à l'année civile précédente, la subvention annuelle complémentaire forfaitaire réellement due est calculée, et son solde est liquidé, au plus tard le 15 décembre, en fonction de la première tranche déjà liquidée.

§ 3. Les subventions annuelles complémentaires forfaitaires sont justifiées par les charges éligibles de l'année civile à laquelle elles sont afférentes. Le caractère éligible de ces charges est fonction d'un engagement comptable durant la même année civile.

Les charges éligibles au titre du présent chapitre sont :

1° les charges liées à la rémunération, les charges sociales salariales et les charges diverses liées à l'emploi;

2° les charges liées au fonctionnement de l'organisation;

3° les charges liées aux activités de l'organisation.

§ 4. L'association est tenue de communiquer pour le 1^{er} septembre au plus tard au Gouvernement ses comptes annuels approuvés par son assemblée générale et relatifs à l'année civile précédente. Ces comptes annuels comprennent le bilan et le compte de résultats suivant le schéma prévu par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

Ces comptes annuels constituent les justificatifs des subventions annuelles complémentaires forfaitaires afférentes à l'exercice civil qu'ils visent.

§ 5. Pour les associations faisant l'objet d'une nouvelle reconnaissance, le Gouvernement liquide les subventions annuelles complémentaires dans le respect des principes suivants :

— Pour l'année au cours de laquelle prend effet la reconnaissance, une subvention complémentaire forfaitaire fixe, telle que visée à l'article 10*bis*, § 2, calculée au prorata du nombre de mois restant à courir entre la prise d'effet de la reconnaissance et le 31 décembre de l'année en cours, est liquidée au plus tard le 15 décembre;

— L'année suivant la prise d'effet de la reconnaissance, la subvention complémentaire forfaitaire fixe, telle que visée à l'article 10*bis*, § 2, est liquidée, à titre d'avance, le 30 avril au plus tard;

— A partir du 1^{er} septembre de l'année suivant la prise d'effet de la reconnaissance, et après transmission par l'association des comptes et bilans relatifs à l'année civile précédente, la subvention annuelle complémentaire forfaitaire réellement due est calculée, et son solde est liquidé, au plus tard le 15 décembre, en fonction de l'avance déjà liquidée;

— Pour les années suivantes, les modalités prévues au § 2 s'appliquent.

§ 6. Le cas échéant, le Gouvernement arrête des modalités particulières de liquidation et de justification, dans le respect des principes prévus aux §§ 2 à 5. »

Art. 6. Dans le même décret, il est inséré un chapitre II*ter* rédigé comme suit :

« Chapitre II*ter* — De la Commission consultative des Organisations de Jeunesse.

Art. 10*quater*. Il est créé auprès du Gouvernement de la Communauté française une Commission consultative des Organisations de Jeunesse.

Art. 10*quinquies*. La Commission a pour missions :

1° d'émettre des avis ou propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur la reconnaissance et le retrait de reconnaissance des organisations de jeunesse et groupements de jeunesse;

2° de formuler, d'initiative ou à la demande du ministre, du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française des avis et propositions sur toute question relative à la promotion des organisations de jeunesse et à leur public.

Ces questions concernent notamment :

— les demandes de subventions extraordinaires;

— l'octroi des subventions ordinaires aux organisations de jeunesse, la formation des animateurs et cadres des organisations de jeunesse, et les questions relatives à l'emploi dans les organisations de jeunesse;

3° de formuler, d'initiative ou à la demande du ministre, du Gouvernement ou du Conseil de la Communauté française tout avis ou proposition sur les politiques ayant des implications sur les organisations de jeunesse;

4° de se prononcer sur les avis et propositions préparés par ses sous-commissions ou groupes de travail et d'en assurer le suivi;

5° de proposer au Gouvernement des critères pour la sélection et le subventionnement de nouvelles initiatives jeunes visées au chapitre III*bis* et d'émettre un avis sur chaque dossier introduit dans ce cadre.

Art. 10*sexies*. § 1^{er}. La Commission se compose de :

1° deux représentants par confédération d'organisations de jeunesse reconnue;

2° neuf membres répartis entre ces confédérations au prorata du nombre d'organisations de jeunesse reconnues qu'elles affilient respectivement;

3° deux membres représentant l'ensemble des organisations de jeunesse non-membres d'une confédération reconnue;

4° trois membres désignés par le Gouvernement en raison de leur compétence en matière de politique de la jeunesse.

Tous les membres de la Commission siègent avec voix délibérative.

Lorsque le nombre des organisations de jeunesse non-membres d'une confédération reconnue dépasse 20 % du nombre total d'organisations de jeunesse reconnues, le nombre visé au présent paragraphe, alinéa 1^{er}, 2° passe à 10.

Dans ce cas, les organisations de jeunesse non-membres d'une confédération reconnue sont fictivement considérées comme un groupe d'organisations de jeunesse, lequel entre en compte dans le calcul du prorata visé au présent paragraphe, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. Les membres de la Commission visés au § 1^{er}, 1° et 2° sont désignés par le Gouvernement sur proposition des confédérations visées au § 1^{er}.

Les membres de la Commission visés au § 1^{er}, 3°, ainsi que ceux qui siègent, le cas échéant, en vertu de l'application du § 1^{er}, dernier alinéa, sont désignés par le Gouvernement après appel à candidatures auprès des organisations de jeunesse visées au § 1^{er}, 3°. Ces dernières se déclarent préalablement auprès des services du Gouvernement comme non-membres d'une confédération reconnue.

Les membres de la Commission visés au § 1^{er}, 4°, sont désignés par le Gouvernement après avis de la Commission.

§ 3. Pour chaque membre effectif, excepté ceux visés au § 1^{er}, 4°, le Gouvernement désigne, dans les mêmes conditions, un membre suppléant.

Le membre suppléant participe avec voix délibérative aux travaux de la Commission en cas d'absence du membre effectif.

Dans les autres cas, le membre suppléant peut participer aux travaux de la Commission sans voix délibérative.

Il reçoit d'office pour information toute convocation ou document adressé à l'ensemble des membres effectifs.

§ 4. Le Gouvernement arrête, après avis du Conseil de la Jeunesse d'expression française, les conditions relatives à l'âge des membres de la commission, sachant qu'au minimum un des deux membres visés au § 1^{er}, 1° et 3° doit avoir moins de 35 ans lors de la prise d'effet de son mandat.

§ 5. Pour être membre de la Commission en vertu du § 1^{er}, 1° et 2°, il faut être mandaté par l'instance qui dispose du droit d'être représentée, sauf les organisations de jeunesse non-membres d'une confédération reconnue, dans le cas visé au § 1^{er}, alinéa 3.

La qualité de membre de la Commission est incompatible avec les fonctions suivantes :

1° membre d'un cabinet ministériel d'un ministre du Gouvernement de la Communauté française ou attaché parlementaire auprès du Conseil de la Communauté française;

2° Sans préjudice de l'article 10^{terdecies}, alinéa 1^{er}, agent statutaire ou contractuel du ministère de la Communauté française, du Commissariat général aux relations internationales ou de l'ONE, ou qui est conduit, en raison de sa fonction, à examiner des dossiers relatifs à la reconnaissance, au subventionnement et au fonctionnement des instances reconnues en vertu du présent décret;

3° membre d'un organisme ou d'une association qui ne respecte pas les principes de la démocratie tels qu'énoncés, notamment, par la Constitution ou par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la seconde guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Les membres de la Commission désignés en vertu du § 1^{er}, 4°, ne peuvent être des membres d'une organisation de jeunesse reconnue.

Le mandat des membres effectifs et suppléants a une durée de 4 ans. Il est renouvelable une fois.

§ 6. Le mandat des membres effectifs et suppléants prend fin :

1° par échéance du terme;

2° par démission volontaire ou par décès;

3° par retrait du mandat notifié par écrit au secrétariat de la Commission à l'initiative de l'instance dont le membre est le représentant;

4° par retrait ou non-renouvellement de reconnaissance prononcé à l'encontre d'une confédération ou d'une organisation mandataire qui avait le droit d'y être représentée en vertu du § 1^{er} du présent article;

5° par perte du droit de siéger à la Commission.

Cette perte résulte de l'absence non justifiée préalablement, du membre effectif ou suppléant, lors de trois réunions consécutives ou de la moitié des séances annuelles. Le mandat peut reprendre son cours à la demande de l'instance concernée. Cette demande est soumise à décision du Gouvernement sur avis de la Commission;

6° si le membre est celui qui, visé au § 4, doit avoir moins de 35 ans au moment de la prise d'effet de son mandat, lorsqu'il atteint l'âge de 35 ans révolus.

Le membre effectif ou suppléant dont le mandat se termine avant l'échéance de 4 ans est remplacé par une personne désignée selon les mêmes conditions pour achever le mandat.

§ 7. Lors de l'échéance de son mandat, le membre adresse un rapport d'activités au Conseil de la Communauté française, au Gouvernement, au ministre et aux organisations de jeunesse.

§ 8. La Commission rédige un rapport annuel et le communique au Conseil de la Communauté française, au Gouvernement, au ministre et aux organisations de jeunesse.

Art. 10^{septies}. La Commission procède à l'élection d'un Président parmi ses membres effectifs.

Le Président :

1° organise les activités de la Commission et la convoque;

2° assure la représentation extérieure de la Commission;

3° veille à l'application des décisions de la Commission;

4° prend, entre deux réunions, toute disposition utile aux missions et objectifs généraux de la Commission. Il rend compte de ses interventions et initiatives à la séance la plus proche de la Commission.

Art. 10*octies*. La Commission se réunit au moins six fois par année civile, sur convocation du Président.

La Commission organise une fois par année une réunion de l'ensemble des organisations de jeunesse.

En outre, le Président doit convoquer la Commission si le ministre, le Gouvernement ou le Conseil de la Communauté française ou un cinquième des membres effectifs de la Commission le demandent.

Les procès-verbaux, avis et propositions de la Commission sont transmis au ministre, au Gouvernement et aux organisations de jeunesse.

Art. 10*nonies*. La Commission est tenue de formuler les avis que sollicite le ministre, le Gouvernement ou le Conseil de la Communauté française dans un délai de trois mois prenant cours à la date à laquelle la Commission a été saisie.

Si la Commission ne transmet pas son avis dans le délai prescrit, et si celui-ci n'a pas été prorogé par le ministre, le Gouvernement ou le Conseil de la Communauté française, ces derniers prennent leur décision sans l'avis sollicité.

Art. 10*decies*. § 1^{er}. La présence d'au moins un tiers des membres est requise pour que la Commission puisse délibérer valablement.

§ 2. Sans préjudice de l'article 10*undecies*, la Commission prend ses décisions à la majorité simple des votes émis par les membres présents.

Une note de minorité peut être jointe aux avis et propositions de la Commission. Le règlement d'ordre intérieur détermine les conditions dans lesquelles une note de minorité peut s'exprimer.

§ 3. Dans l'hypothèse où la Commission siège avec moins du tiers de ses membres, les avis et propositions adoptés doivent être soumis à un nouveau vote si, dans les huit jours ouvrables qui suivent l'envoi du procès-verbal de la séance, la demande en est faite par cinq membres de la Commission préalablement excusés lors de la première réunion.

Le second vote est définitif quel que soit le nombre de membres présents en séance.

Art. 10*undecies*. La Commission adopte un règlement d'ordre intérieur à la majorité des trois-quarts des membres présents, qu'elle soumet à l'approbation du Gouvernement. Ce règlement d'ordre intérieur comporte au minimum:

1° la méthodologie de travail que la Commission entend suivre;

2° les modalités de dépôt d'une ou de plusieurs notes de minorité;

3° le fait que l'avis rendu l'est au nom de la Commission et sans indications nominatives;

4° le mode de scrutin applicable à l'adoption des avis concernant l'octroi ou le retrait de subventions ou de reconnaissance. Ce mode de scrutin prévoit une majorité au moins égale à celle visée à l'article 10*decies*.

Il comprend également les modalités de fonctionnement des sous-Commissions et groupes de travail visés à l'article 10*duodecies*.

Art. 10*duodecies*. § 1^{er}. La Commission peut constituer des sous-commissions et groupes de travail dont elle détermine la mission et la composition.

Les sous-commissions et groupes de travail sont présidés par un membre effectif de la Commission, désigné par elle.

§ 2. La Commission, les sous-commissions et groupes de travail peuvent inviter à leurs travaux des personnes dont la présence leur paraît utile pour l'étude des points à l'ordre du jour.

Art. 10*terdecies*. Le Directeur du Service de la Jeunesse assiste de droit, avec voix consultative, aux réunions de la Commission, des sous-commissions et groupes de travail. Il peut se faire assister ou représenter.

Un représentant de l'Observatoire des Politiques culturelles et un représentant de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse siègent à titre d'observateur au sein de la Commission.

Le Gouvernement détermine les conditions dans lesquelles sont octroyés aux membres de la Commission et aux personnes appelées par celle-ci à titre consultatif des jetons de présence et des indemnités de parcours.

Art. 10*quaterdecies*. Le Gouvernement arrête les moyens de fonctionnement et en personnel qu'il octroie à la Commission.

Il lui fournit l'aide et les renseignements jugés utiles par elle.

Le service de la jeunesse est chargé d'assurer les relations de la Commission avec les autres administrations concernées ainsi que son secrétariat.

Art. 10*quindecies*. Le Gouvernement procède à une évaluation du présent décret tous les cinq ans et pour la première fois au cours de l'année 2005. Le Gouvernement attribue à l'Observatoire des Politiques culturelles et à l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse la mission de piloter ce processus d'évaluation en association avec la Commission.

Les modalités de cette évaluation sont arrêtées par le Gouvernement. Cette évaluation est communiquée par le Gouvernement au Conseil de la Communauté française dans un délai de six mois à dater de l'expiration du délai de cinq ans visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement assure, par la voie de ses services, la publication de cette évaluation. »

Dans le même décret, sous le chapitre III — « Dispositions générales », il est inséré un article 10*sexiesdecies*, rédigé comme suit :

« Art. 10*sexiesdecies*. — Toute association bénéficiaire de subvention dans le cadre du présent décret doit tenir une comptabilité complète, telle que prévue par la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations en son article 17, § 3, et les arrêtés d'application pris en application de cette loi. »

Art. 7. L'article 15 du même décret est remplacé par :

« Art. 15. Sur proposition du Conseil de la Jeunesse d'expression française, les organisations de jeunesse reconnues qui, de manière volontaire, fusionnent ou sont intégrées dans une autre organisation reconnue comme mouvement ou service de jeunesse, continuent à bénéficier dans le chef de l'organisation qui les a intégrées, durant une période de cinq ans, d'une subvention annuelle ordinaire correspondant à :

- 1° la subvention forfaitaire de base prévue à l'article 6;
- 2° les subventions complémentaires forfaitaires prévues au chapitre *Ilbis*;
- 3° l'intervention dans les dépenses de personnel prévue à l'article 7 à concurrence des emplois dont il a été tenu compte dans le calcul de la dernière subvention annuelle ordinaire qui leur a été accordée distinctement;
- 4° une intervention dans les dépenses de fonctionnement à concurrence du montant des dépenses admises par le calcul de la dernière subvention annuelle ordinaire qui leur a été accordée distinctement. »

Art. 8. Dans le même décret, il est inséré un chapitre *IIIbis*, rédigé comme suit :

« Chapitre *IIIbis* — Nouvelles initiatives jeunes

Art. *15bis*. De nouvelles initiatives jeunes peuvent faire l'objet d'un subventionnement forfaitaire. Par « nouvelles initiatives jeunes » au sens du présent décret, on entend « une expérience portée en tout ou en partie par des jeunes et dont l'action, si elle ne s'inscrit pas directement dans le champs d'action des organisations de jeunesse, poursuit des objectifs en cohérence avec ceux de ces dernières tels que définis à l'article 2, §§ 1^{er}, 2 et 3 et 3, § 1^{er}, 4°, 5°, 6° et 7° du présent décret ».

La nature, l'objet et les critères de subventionnement des expériences sont proposés par la Commission consultative des organisations de jeunesse à l'approbation du Gouvernement. Chaque expérience est renouvelable maximum deux fois et peut être financée par maximum deux subventions forfaitaires, sauf dérogations proposées au Gouvernement par la Commission consultative des organisations de jeunesse. Le Gouvernement arrête les montants et les modalités de ces interventions sur proposition de la Commission consultative des organisations de jeunesse.

Le Gouvernement assure, par la voie de ses services, la publication annuelle d'un rapport relatif aux montants alloués en vertu du présent article, aux bénéficiaires de ces montants, ainsi qu'aux projets réalisés grâce à ces subventions. »

Art. 9. § 1^{er}. L'intitulé du chapitre IV est remplacé par les mots « Dispositions transitoires et finales ».

§ 2. Dans le même décret, un article *15ter* est inséré sous le chapitre IV, et est rédigé comme suit :

« Art. *15ter*. § 1^{er}. A concurrence des moyens disponibles, le montant de la subvention complémentaire forfaitaire variable visée à l'article *10bis*, § 3, est de :

— pour l'exercice budgétaire 2005 :

a) au moins 2.834,84 EUR pour les organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles ne dépassant pas 14.900 EUR;

b) le solde pour les organisations de jeunesse correspondant au prescrit de l'article *10bis*, § 3, alinéa 1^{er}, b), c) et d), calculé selon la formule prévue à l'article *10bis*, § 3, alinéa 2, sans qu'il puisse être inférieur au montant visé au a) multiplié par son nombre de points.

— pour l'exercice budgétaire 2006 :

a) au moins 2.659,35 EUR pour les organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles ne dépassant pas 14.900 EUR;

b) le solde pour les organisations de jeunesse correspondant au prescrit de l'article *10bis*, § 3, alinéa 1^{er}, b), c) et d), calculé selon la formule prévue à l'article *10bis*, § 3, alinéa 2, sans qu'il puisse être inférieur au montant visé au a) multiplié par son nombre de points.

— pour l'exercice budgétaire 2007 :

a) au moins 5.944,52 EUR pour les organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles ne dépassant pas 14.900 EUR;

b) le solde pour les organisations de jeunesse correspondant au prescrit de l'article *10bis*, § 3, alinéa 1^{er}, b), c) et d), calculé selon la formule prévue à l'article *10bis*, § 3, alinéa 2, sans qu'il puisse être inférieur au montant visé au a) multiplié par son nombre de points.

— pour l'exercice budgétaire 2008 :

a) au moins 6.833,55 EUR pour les organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles ne dépassant pas 14.900 EUR;

b) le solde pour les organisations de jeunesse correspondant au prescrit de l'article *10bis*, § 3, alinéa 1^{er}, b), c) et d), calculé selon la formule prévue à l'article *10bis*, § 3, alinéa 2, sans qu'il puisse être inférieur au montant visé au a) multiplié par son nombre de points.

— pour l'exercice budgétaire 2009 :

a) au moins 7.828,39 EUR pour les organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles ne dépassant pas 14.900 EUR;

b) le solde pour les organisations de jeunesse correspondant au prescrit de l'article *10bis*, § 3, alinéa 1^{er}, b), c) et d), calculé selon la formule prévue à l'article *10bis*, § 3, alinéa 2, sans qu'il puisse être inférieur au montant visé au a) multiplié par son nombre de points.

— pour l'exercice budgétaire 2010 :

a) au moins 12.166,45 EUR pour les organisations de jeunesse reconnues ayant des dépenses admissibles ne dépassant pas 14.900 EUR;

b) le solde pour les organisations de jeunesse correspondant au prescrit de l'article *10bis*, § 3, alinéa 1^{er}, b), c) et d), calculé selon la formule prévue à l'article *10bis*, § 3, alinéa 2, sans qu'il puisse être inférieur au montant visé au a) multiplié par son nombre de points.

§ 2. A concurrence des moyens budgétaires disponibles, le subventionnement prévu à l'article 15bis est, sous réserve des critères prévus à cette disposition et de l'introduction effective de demandes, de :

- pour l'exercice budgétaire 2005, au moins 15 subventions forfaitaires d'au moins 2.000 EUR chacune, encourageant au plus 15 expériences;
- pour l'exercice budgétaire 2006, au moins 15 subventions forfaitaires d'au moins 2.000 EUR chacune, encourageant au plus 15 expériences;
- pour l'exercice budgétaire 2007, au moins 25 subventions forfaitaires d'au moins 2.000 EUR chacune, encourageant au plus 25 expériences;
- pour l'exercice budgétaire 2008, au moins 30 subventions forfaitaires d'au moins 2.000 EUR chacune, encourageant au plus 30 expériences;
- pour l'exercice budgétaire 2009, au moins 100 subventions forfaitaires d'au moins 2.000 EUR chacune, encourageant au plus 100 expériences;
- pour l'exercice budgétaire 2010, au moins 100 subventions forfaitaires d'au moins 2.000 EUR chacune, encourageant au plus 100 expériences. »

Art. 10. Dans le même décret, les mots :

- 1° « le Roi » sont remplacés par « le Gouvernement »;
- 2° « du Conseil de la Jeunesse d'expression française », « du bureau du Conseil de la Jeunesse d'expression française », « du Conseil », « du bureau du CJEF » ou « du CJEF » sont remplacés par les mots « de la Commission »;
- 3° « le Conseil » sont remplacés par les mots « la Commission »;
- 4° « le Conseil de la Jeunesse d'expression française entendu » sont remplacés par « la Commission entendue »;
- 5° « au bureau du Conseil de la Jeunesse d'expression française » sont remplacés par les mots « à la Commission ».

Art. 11. Les articles 5, 9 et 10 du présent décret entrent en vigueur au 1^{er} janvier 2005.

Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur des articles 2, 6 et 11 du présent décret.

A cette date, les termes « du Conseil de la Jeunesse d'expression française » utilisés aux articles 3 et 8 du présent décret sont remplacés par les mots « de la Commission ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 mai 2004.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
C. DUPONT

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental,
de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial
P. HAZETTE

Le Ministre du Budget,
M. DAERDEN

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
O. CHASTEL

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

Notes

(1) *Sessions 2003-2004.*

Documents du Conseil. – Projet de décret, n° 544-1. – Amendements de commissions, n° 544-2. — Rapport, n° 544-3. *Compte rendu intégral.* – Discussion et adoption. Séance du 11 mai 2004.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 2264

[C – 2004/29229]

19 MEI 2004. — Decreet tot wijziging van het decreet van 20 juni 1980 houdende de voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van jeugdorganisaties (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 20 juni houdende de voorwaarden voor de erkenning en subsidiëring van jeugdorganisaties wordt vervangen door:

« Artikel 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten kent de voor het jeugdbeleid bevoegde minister, aan de erkende jeugdorganisaties de subsidies toe in overeenstemming met de door dit decreet vastgestelde voorwaarden. »

Art. 2. § 1 – In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt een § *2bis* ingelast met de volgende tekst :

§ *2bis*. Met 'Commissie' wordt bedoeld de Adviescommissie van de jeugdorganisaties, vermeld in hoofdstuk *IIbis* van dit decreet.'

§ 2 – In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt een § *2ter* ingelast met de volgende tekst:

« § *2ter*. In de zin van dit decreet zijn de toepassingszones :

1. provincie Henegouwen
2. provincie Luxemburg
3. provincie Namen
4. provincie Luik, met uitzondering van de gemeenten bedoeld in artikel 5 van de wetten op het taalgebruik in bestuurszaken, gecoördineerd op 18 juli 1966;
5. de zone bestaande uit het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de provincie Waals Brabant. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

Art. 3 – § 1. Om als jeugdorganisatie erkend te worden moet de vereniging :

1. activiteiten uitoefenen die overeenstemmen met artikel 2 op basis van lokale, regionale initiatieven of voor de hele Franse Gemeenschap gemeenschappelijke initiatieven;
2. het statuut van vzw hebben, of ingeval van feitelijke vereniging, een benaming en een huishoudelijk reglement hebben dat elk winstgevend doel uitsluit en de autonomie garandeert;
3. haar zetel hebben in het Franstalige landsgedeelte of in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
4. zich – behoudens uitzondering - richten tot een publiek van kinderen, jongeren of jonge volwassenen onder 30 jaar;
5. de actieve deelneming van de gebruikers garanderen aan het concept, de voorbereiding en het beheer van de programma's door met name minstens 2/3 jongeren onder 35 jaar op te nemen in alle bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, directiecomité, programmacomité, enz ...);
6. de jongeren de middelen verschaffen voor een aangepaste opleiding met betrekking tot de doelstellingen van de organisatie en de met hun medewerking samengestelde programma's, ofwel door een beroep te doen op gespecialiseerde instellingen, ofwel door zelf de nodige opleidingsprogramma's te organiseren;
7. de informatie naar de leden verzorgen, evenals de regels bepalen voor toegang tot de activiteiten, programma's en uitrusting alsook voor de toetreding tot de organisatie;
8. over een lokaal beschikken dat uitsluitend door de organisatie wordt gebruikt, en er gedurende 12 maanden per jaar een voltijdse permanentie organiseren, behalve tijdens de normale vakantieperiode, door één of meerdere personen die voor de organisatie werken;
9. over een telefoonaansluiting en een rekening bij een kredietinstelling op naam van de organisatie beschikken;
10. voor de organisatie een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid afsluiten ten overstaan van derden of andere leden van de vereniging;
11. een degelijke boekhouding bijhouden om de financiële controle mogelijk te maken;
12. aanvaarden dat gecontroleerd wordt of de activiteiten voldoen aan en overeenstemmen met de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies, conform artikel 55 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit.

§ 2. Bovendien moet de vereniging :

1. Om erkend te worden als jeugdbeweging :
 - de deelneming waarborgen van minstens 1500 regelmatig ingeschreven leden op basis van een vrijwillig engagement in minstens 35 afdelingen verdeeld over drie van de vijf toepassingszones van dit decreet;
2. Om erkend te worden als gespecialiseerde jeugdbeweging :
 - a) zich richten tot een categorie jongeren bepaald op basis van het milieu waarin ze leven;
 - b) een specifieke actie verantwoorden die voldoet aan de bijzondere behoeften van deze categorie jongeren;
 - c) de deelneming van minstens 100 regelmatig ingeschreven leden verzekeren op basis van een vrijwillig engagement binnen minstens 20 afdelingen of 5 centra voor hoger onderwijs verdeeld over drie van de vijf toepassingszones van dit decreet;
3. Om erkend te worden als jeugddienst :
 - a) in minstens tien gemeenten verdeeld over minstens drie van de vijf toepassingszones van dit decreet, regelmatige activiteiten uitoefenen ten dienste van de jongeren of jeugdorganisaties;

of

 - b) in minstens drie van de vijf toepassingszones van dit decreet een totaal van tien activiteiten uitoefenen inzake vorming van kaders of animatieverblijven, gelijk aan minstens 50 dagen dienstverlening aan jongeren of jeugdorganisaties;
4. Om erkend te worden als coördinatieorganisatie :
 - minstens 6 erkende jeugdorganisaties groeperen die samenwerken op basis van gemeenschappelijke ideologische, sociale of politieke denkbeelden of door toepassing van gemeenschappelijke methoden en technieken samenwerken om activiteiten van algemeen belang te realiseren.
5. Om erkend te worden als federatie van jeugdorganisaties :
 - a) de in punt 4 opgesomde voorwaarden respecteren;
 - b) instaan voor de vertegenwoordiging, de valorisatie en de verdediging van de belangen van de leden-jeugdorganisaties;
 - c) de standpunten van de leden inzake jeugdbeleid verdedigen bij de verschillende instanties en de overheid;
 - d) ten voordele van de leden coördinatie-, informatie-, adviesopdrachten vervullen, overleg en vorming organiseren, diensten verlenen;

e) op basis van gemeenschappelijke ideologische of sociale of politieke denkbeelden de uitwisseling bevorderen van kennis, knowhow, en technische, pedagogische en politieke methoden rond activiteiten van openbaar belang over sectorale of algemene aangelegenheden van het jeugdbeleid.

Wanneer verscheidene verenigingen die hun erkenning als federatie van jeugdorganisaties aanvragen, onder hun leden eenzelfde erkende jeugdorganisatie tellen, duidt deze de aanvragende vereniging aan die de organisatie mag meerekenen bij de telling voorzien in punt 4.

§ 3. Wanneer het een jeugdorganisatie betreft die een politieke tendens vertegenwoordigt die vertegenwoordigd is in de Raad van de Franse Gemeenschap, met uitzondering van het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest, kan worden afgeweken van de voorwaarde van vestiging in drie van de vijf toepassingszones van dit decreet, mits specifiek advies van de Franstalige Jeugdraad over dit punt.

Art. 4. In hetzelfde decreet wordt artikel 8, § 2, vervangen door :

§ 2. Worden toelaatbaar geacht als werkingsuitgaven :

1. de bezoldiging van het vaste personeel dat de organisatie in dienst heeft conform de loonschaal bepaald in het decreet van 17 december 2003 betreffende de werkgelegenheid in de sociaal-culturele sector en diverse bepalingen, bovenop deze waarvoor de tussenkomst voorzien in artikel 7, § 1, 1 en 2 is verzekerd;

2. de specifieke vergoedingen en bezoldiging toegekend aan personen die niet voltijds in dienst zijn en die animatie- of vormingsopdrachten uitvoeren in het kader van activiteiten georganiseerd op gemeenschappelijk niveau van de organisatie;

3. de uitgaven voor terugbetaling van kosten gedragen door het animatiepersoneel, tot een forfaitair bedrag van 4000 euro voor de leden van het animatiepersoneel;

4. de uitgaven door het algemeen secretariaat van de organisatie voor publicaties in de vorm van drukwerk en affiches of andere dragers, met aftrek van de huur van deze publicaties en de inlassing van reclame;

5. de huur of huurwaarde van de lokalen gebruikt door het centraal secretariaat tot een bedrag gelijk aan het kadastraal inkomen van deze lokalen;

6. de kosten voor elektriciteit, verwarming, onderhoud en herstelling van deze lokalen;

7. de onroerende voorheffing betaald door de organisatie;

8. de statutaire bijdragen aan internationale jeugdverenigingen of verenigingen voor permanente opleiding waarvan de betrokken organisatie deel uitmaakt, en de kosten voor deelneming aan één statutaire vergadering per jaar per mandaat dat de organisatie er bekleedt;

9. de kosten voor verzekeringen afgesloten door het algemeen secretariaat van de organisatie met uitzondering van de verzekering met betrekking tot het gebruik van voertuigen;

10. de kosten voor telefoonabonnementen of een deel van een abonnement genomen door het algemeen secretariaat en het gebruik van dit net;

11. de uitgaven door de organisatie voor de aankoop van didactisch, administratief en technisch materiaal tot een bedrag van 2500 euro per jaar.

Art. 5. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IIbis ingelast met de volgende tekst :

« Hoofdstuk IIbis – Forfaitaire aanvullende subsidies

Art. 10bis - § 1. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten genieten de erkende jeugdorganisaties bovendien jaarlijkse aanvullende subsidies in de vorm van vaste en variabele forfaitaire bedragen.

§ 2. Vanaf het begrotingsjaar 2005 bedraagt de vaste forfaitaire aanvullende subsidie minstens 10.000 euro per jaar.

§ 3. De variabele forfaitaire aanvullende subsidie bedraagt elk jaar het bedrag verkregen door berekening volgens de volgende formule :

a) ofwel a het aantal erkende jeugdorganisaties met toegelaten administratieve uitgaven die 14.900 euro niet overschrijden;

b) ofwel b het aantal erkende jeugdorganisaties met toegelaten administratieve uitgaven tussen 14.901 en 29.800 euro;

c) ofwel c het aantal erkende jeugdorganisaties met toegelaten administratieve uitgaven tussen 29.801 en 198.000 euro;

d) ofwel d het aantal erkende jeugdorganisaties met toegelaten administratieve uitgaven boven 198.000 euro.

ofwel n het aantal verkregen met de volgende formule :

$$n = a + (b \cdot 1,5) + (c \cdot 2) + (d \cdot 2,5)$$

De in a) bedoelde organisaties hebben elk recht op een variabele forfaitaire aanvullende subsidie gelijk aan 1 punt.

De in b) bedoelde organisaties hebben elk recht op een variabele forfaitaire subsidie gelijk aan 1,5 punten.

De in c) bedoelde organisaties hebben elk recht op een variabele forfaitaire subsidie gelijk aan 2 punten.

De in d) bedoelde organisaties hebben elk recht op een variabele forfaitaire subsidie gelijk aan 2,5 punten.

De waarde van het punt wordt bepaald door het bedrag van het beschikbare krediet verminderd met het totale bedrag van de toelagen toegekend krachtens hoofdstuk II, van de vaste aanvullende subsidies bedoeld in § 2 van dit hoofdstuk en de subsidies toegekend krachtens hoofdstuk IIIbis, gedeeld door n.

Art. 10ter - § 1. De voor een bepaald jaar toegekende jaarlijkse forfaitaire aanvullende subsidies betreffen hetzelfde burgerlijk jaar.

§ 2. De Regering betaalt deze subsidies met naleving van de volgende principes :

— Elk jaar ramen de diensten van de Regering de forfaitaire aanvullende subsidies op basis van het gesubsidieerde cultureel seizoen, als gewone subsidie, ten laste van de begroting van het vorige jaar;

— Voorzover de algemene begroting van de uitgaven vooraf werd aangenomen, worden 85 % van de geraamde variabele forfaitaire subsidies elk jaar ten laatste op 30 april betaald;

— Vanaf 1 september en na indiening van de rekeningen en de balans voor het vorige burgerlijke jaar door de vereniging, wordt de werkelijk verschuldigde forfaitaire aanvullende subsidie berekend, en ten laatste op 15 december het saldo betaald, in functie van de eerste reeds betaalde schijf.

§ 3. De jaarlijkse forfaitaire aanvullende subsidies worden verantwoord door de in aanmerking komende lasten van het burgerlijk jaar waarop ze betrekking hebben. Welke lasten in aanmerking komen hangt af van een boekhoudkundige verplichting tijdens datzelfde burgerlijk jaar.

De overeenkomstig dit hoofdstuk in aanmerking komende kosten zijn :

1. de kosten voor de bezoldiging, de sociale lasten op de lonen en de diverse kosten in verband met de werkgelegenheid;
2. de kosten voor de werking van de organisatie;
3. de kosten voor de activiteiten van de organisatie.

§ 4. De vereniging moet vóór 1 september ten laatste de Regering haar door de algemene vergadering goedgekeurde jaarrekeningen betreffende het vorige burgerlijk jaar overhandigen. Deze jaarrekeningen omvatten de balans en de resultaatrekening volgens het door de wet van 27 juni op de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen voorziene schema.

Deze jaarrekeningen dienen als bewijs voor de jaarlijkse forfaitaire aanvullende subsidies voor het bedoelde burgerlijk jaar.

§ 5. Voor de nieuw erkende verenigingen betaalt de Regering de jaarlijkse aanvullende subsidies met naleving van de volgende principes :

— Voor het jaar waarin de erkenning van kracht wordt, wordt een vaste forfaitaire aanvullende subsidie, zoals bepaald in artikel 10bis, § 2, berekend pro rata van het aantal maanden tussen de ingangsdatum van de erkenning en 31 december van het lopende jaar, ten laatste op 15 december betaald;

— Het jaar na de ingang van de erkenning wordt de vaste aanvullende subsidie zoals bedoeld in artikel 10bis, § 2, als voorschot ten laatste betaald op 30 april;

— Vanaf 1 september van het jaar van ingang van de erkenning, en na overdracht door de vereniging van de rekeningen en de balans betreffende het vorige burgerlijke jaar, wordt de werkelijk verschuldigde jaarlijkse forfaitaire aanvullende subsidie berekend en het saldo ten laatste op 15 december betaald in functie van het reeds betaalde voorschot.

— Voor de volgende jaren gelden de in § 2 voorziene modaliteiten.

§ 6. Indien nodig bepaalt de Regering bijzondere betalings- en bewijsmodaliteiten, met respect van de principes voorzien in § § 2 tot 5. »

Art. 6. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk IIter ingelast met de volgende tekst :

« Hoofdstuk IIter – Adviescommissie van de jeugdorganisaties

Art. 10quater. Bij de Regering van de Franse Gemeenschap wordt een Adviescommissie van de jeugdorganisaties opgericht.

Art. 10quinquies. De Commissie heeft de opdracht :

1. advies uit te brengen of voorstellen te doen - op eigen initiatief of op verzoek van de Regering - over de erkenning en de intrekking van de erkenning van jeugdorganisaties en jeugdgroeperingen;
2. op eigen initiatief of op verzoek van de minister, van de Regering of van de Raad van de Franse Gemeenschap advies uit te brengen of voorstellen te doen over alle kwesties in verband met de promotie van de jeugdorganisaties en hun publiek.

Deze kwesties betreffen met name :

- aanvragen voor buitengewone subsidies;
 - de toekenning van gewone subsidies aan jeugdorganisaties, de vorming van animatoren en kaders voor jeugdorganisaties en kwesties in verband met de werkgelegenheid in de jeugdorganisaties;
3. op eigen initiatief of op verzoek van de minister, de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap advies uit te brengen of voorstellen te doen over het beleid dat een invloed heeft op de jeugdorganisaties;
 4. zich uit te spreken over de adviezen en voorstellen voorbereid door haar subcommissies of werkgroepen en de opvolging te verzekeren;
 5. de Regering criteria voor te stellen voor de selectie en de subsidiëring van nieuwe initiatieven voor jongeren, bedoeld in hoofdstuk IIIbis, en advies te verstrekken over elk dossier dat in dit kader wordt ingediend.

Art. 10sexies. § 1. De Commissie bestaat uit :

1. twee vertegenwoordigers per verbond van erkende jeugdorganisaties;
2. negen leden verdeeld over deze verbonden pro rata van het aantal erkende jeugdorganisaties die ze respectievelijk vertegenwoordigen;
3. twee leden die alle jeugdorganisaties vertegenwoordigen die niet bij een erkend verbond zijn aangesloten;
4. drie leden aangeduid door de Regering omwille van hun competentie inzake jeugdbeleid.

Alle leden van de Commissie zetelen met beslissingsrecht.

Wanneer het aantal jeugdorganisaties die niet bij een erkend verbond zijn aangesloten, het totaal aantal erkende jeugdorganisaties 20 % overtreft, stijgt het in de vorige paragraaf, alinea 1, punt 2 vermelde aantal naar 10.

In dat geval worden de niet bij een verbond aangesloten jeugdorganisaties fictief beschouwd als een groep jeugdorganisaties, die in aanmerking komt bij de berekening van de pro rata vertegenwoordiging in de vorige paragraaf, alinea 1, 2.

§ 2. De in § 1, 1 en 2 bedoelde leden van de Commissie worden aangeduid door de Regering op voorstel van de in § 1 bedoelde verbonden.

De in § 1, 3 bedoelde leden van de Commissie evenals diegenen die in voorkomend geval in toepassing van § 1, laatste alinea zetelen, worden door de Regering aangeduid, na oproep tot indiening van de kandidaturen bij de jeugdorganisaties bedoeld in § 1, 3. Deze jeugdorganisaties verklaren vooraf bij de diensten van de Regering dat ze geen lid zijn van een erkend verbond.

De leden van de Commissie bedoeld in § 1, 4 worden door de Regering aangeduid na advies van de Commissie.

§ 3. Voor elk effectief lid, uitgezonderd de leden bedoeld in § 1, 4, duidt de Regering in dezelfde voorwaarden een plaatsvervangend lid aan.

Het plaatsvervangend lid neemt met stemrecht deel aan de werkzaamheden van de Commissie wanneer het effectieve lid afwezig is.

In de andere gevallen mag het plaatsvervangend lid zonder stemrecht aan de werkzaamheden van de Commissie deelnemen.

Ter informatie ontvangt hij ambtshalve alle uitnodigingen of documenten bestemd voor alle effectieve leden.

§ 4. De Regering bepaalt na advies van de Franstalige Jeugdraad de voorwaarden betreffende de leeftijd van de leden van de Commissie, met dien verstande dat minimum één van de twee in § 1, 1 en 3 bedoelde leden jonger dan 35 jaar moet zijn op het ogenblik van de opname van zijn mandaat.

§ 5. Om krachtens § 1, 1 en 2, lid te zijn van de Commissie, moet de betrokkene gemandateerd zijn door de instantie die het recht heeft vertegenwoordigd te zijn, behoudens jeugdorganisaties die geen lid van een erkend verbond zijn, in het geval bedoeld in § 1, alinea 3.

De hoedanigheid van lid van de Commissie is incompatibel met de volgende functies :

1. lid van een ministerieel kabinet van een minister van de Regering van de Franse Gemeenschap of parlementair attaché bij de Raad van de Franse Gemeenschap.

2. Onverminderd artikel 10*terdecies*, alinea 1, statutair of contractueel ambtenaar van het ministerie van de Franse Gemeenschap, van het Commissariaat Generaal voor internationale betrekkingen of de ONE, of die omwille van zijn functie dossiers moet onderzoeken over de erkenning, de subsidiëring en werking van krachtens dit decreet erkende instanties;

3. lid van een organisatie of vereniging die de principes van de democratie niet respecteert, zoals deze met name zijn opgesteld door de Grondwet of de Europese Conventie voor de bescherming van de rechten van de mensen en de fundamentele vrijheden, door de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van de bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en door de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd of elke andere vorm van genocide.

De krachtens § 1, 4 aangeduide leden van de Commissie mogen geen lid zijn van een erkende jeugdorganisatie.

Het mandaat van de effectieve en plaatsvervangende leden loopt over vier jaar. Het kan eenmaal verlengd worden.

§ 6. Het mandaat van de effectieve en plaatsvervangende leden eindigt :

1. op het einde van de termijn;
2. door vrijwillig ontslag of door overlijden;
3. door intrekking van het mandaat, schriftelijk meegedeeld aan het secretariaat van de Commissie, op initiatief van de instantie die het lid vertegenwoordigt;
4. door intrekking of niet-vernieuwing van de erkenning van een verbond of gemandateerde organisatie, die krachtens § 1 van dit artikel het recht had vertegenwoordigd te zijn;
5. door het verlies van het recht in de Commissie te zetelen.

Dit verlies is het gevolg van niet vooraf verantwoorde afwezigheid van een effectief of plaatsvervangend lid, op drie opeenvolgende vergaderingen of de helft van de jaarlijkse vergaderingen. Het mandaat kan op verzoek van de betrokken instantie weer worden opgenomen. Dit verzoek wordt de Regering ter goedkeuring voorgelegd, op advies van de Commissie.

6. wanneer het in § 4 bedoelde lid dat op het ogenblik van de opname van zijn mandaat jonger dan 35 jaar moet zijn, de leeftijd van 36 jaar bereikt.

Het effectief of plaatsvervangend lid wiens mandaat eindigt vóór de termijn van vier jaar afgelopen is, wordt vervangen door een in dezelfde voorwaarden aangeduide persoon om het mandaat vol te maken.

§ 7. Bij het verstrijken van zijn mandaat stuurt het lid een activiteitsrapport naar de Raad van de Franse Gemeenschap, de Regering, de minister en de jeugdorganisaties.

§ 8. De Commissie stelt een jaarverslag op en overhandigt dit aan de Raad van de Franse Gemeenschap, de Regering, de minister en de jeugdorganisaties.

Art. 10*septies*. De Commissie kiest een voorzitter uit haar effectieve leden.

De Voorzitter:

1. organiseert de activiteiten van de Commissie en roept ze bijeen;
2. vertegenwoordigt de Commissie naar buiten;
3. waakt over de toepassing van de beslissingen van de Commissie;
4. treft tussen twee vergaderingen in alle nodige maatregelen met het oog op de algemene opdracht en doelstellingen van de Commissie. Op de eerstvolgende vergadering van de Commissie brengt hij verslag uit over zijn tussenkomsten en initiatieven.

Art. 10*octies*. De Commissie vergadert minstens zesmaal per burgerlijk jaar, op uitnodiging van de Voorzitter.

De Commissie organiseert eenmaal per jaar een vergadering met alle jeugdorganisaties.

Bovendien moet de Voorzitter de Commissie bijeenroepen wanneer de minister, de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap of een vijfde van de effectieve leden van de Commissie dit vragen.

De notulen, adviezen en voorstellen van de Commissie worden overgemaakt aan de minister, de Regering en de jeugdorganisaties.

Art. 10*nonies*. De Commissie moet de door de minister, de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap gevraagde adviezen binnen drie maanden uitbrengen, beginnend vanaf de datum waarop het verzoek bij de Commissie werd ingediend.

Wanneer de Commissie haar advies niet binnen de voorgeschreven termijn heeft uitgebracht, en de minister, de Regering of de Raad van de Franse Gemeenschap deze termijn niet heeft verlengd, nemen deze hun beslissing zonder het gevraagde advies.

Art. 10*decies*. § 1. Om geldig te kunnen beraadslagen moet minstens een derde van de leden van de Commissie op de vergadering aanwezig zijn.

§ 2. Onverminderd artikel 10*undecies* treft de Commissie haar beslissingen met gewone meerderheid van de stemmen uitgebracht door de aanwezige leden.

Bij het advies en de voorstellen van de Commissie kan een minderheidsnota worden gevoegd. Het huishoudelijk reglement bepaalt de voorwaarden waarin een minderheidsnota kan worden opgesteld.

§ 3. Gesteld dat de Commissie met minder dan een derde van de leden aanwezig vergadert, moeten de adviezen en voorstellen opnieuw ter stemming worden voorgelegd, wanneer binnen acht werkdagen volgend op de verzending van de notulen van de vergadering acht leden van de Commissie die zich voor de eerste vergadering verontschuldigen, dit vragen.

De tweede stemming is definitief, ongeacht het aantal leden aanwezig op de vergadering.

Art. 10*undecies*. Met drie vierde van de aanwezige leden keurt de Commissie een huishoudelijk reglement goed, dat ze de Regering ter goedkeuring voorlegt. Dit huishoudelijk reglement bevat minstens :

1. de methodologie die de Commissie bij haar werkzaamheden wil volgen;
2. de modaliteiten voor het indienen van één of meerdere minderheidsnota's;
3. de stelling dat de adviezen worden uitgebracht in naam van de Commissie, zonder enige vermelding van namen;
4. de wijze van stemmen van toepassing op de goedkeuring van de adviezen betreffende de toekenning of intrekking van de subsidies of erkenning. Deze wijze van stemmen voorziet in een meerderheid minstens gelijk aan deze van artikel 10*decies*.

Het bevat eveneens de modaliteiten van de werking van de subcommissies en werkgroepen vermeld in artikel 10*duodecies*.

Art. 10*duodecies*. § 1. De Commissie kan subcommissies en werkgroepen oprichten waarvan ze de opdracht en samenstelling bepaalt.

De subcommissies en werkgroepen worden voorgezeten door een effectief lid van de Commissie, en door haar aangeduid.

§ 2. De Commissie, subcommissies en werkgroepen mogen op hun vergaderingen personen uitnodigen wier aanwezigheid ze nuttig achten voor het onderzoek van de agendapunten.

Art. 10*terdecies*. De directeur van de Dienst voor de Jeugd woont van rechtswege de vergaderingen van de Commissie, subcommissies en werkgroepen met adviserende stem bij. Hij mag zich laten bijstaan of laten vertegenwoordigen.

Een vertegenwoordiger van de Informatiedienst van het kind, de jeugd en hulp aan de jeugd zetelt als waarnemer in de Commissie.

De Regering bepaalt de voorwaarden waarin aan de leden van de Commissie en de door de Commissie voor advies uitgenodigde personen zitpenningen en verplaatsingsvergoedingen worden toegekend.

Art. 10*quaterdecies*. De Regering bepaalt de werkmiddelen en de personeelsleden die de Commissie ter beschikking worden gesteld.

De Regering verstrekt de door de Commissie nuttig geachte ondersteuning en informatie.

De jeugddienst moet de relaties van de Commissie met de andere betrokken administraties evenals met het secretariaat verzekeren.

Art. 10*quindecies*. De Regering evalueert dit decreet om de vijf jaar, voor het eerst in 2005. De Regering verleent de Informatiedienst voor Cultureel Beleid en de Informatiedienst voor kind, jeugd en hulp aan de jeugd de opdracht dit evaluatieproces te sturen in samenwerking met de Commissie.

De Regering bepaalt de modaliteiten van deze evaluatie. De Regering stuurt deze evaluatie naar de Raad van de Franse Gemeenschap binnen een termijn van zes maanden vanaf het einde van de in alinea 1 bepaalde termijn van vijf jaar.

Via haar diensten publiceert de Regering deze evaluatie. »

In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk III Wettelijke bepalingen' een artikel 10*sexiesdecies* ingelast met de volgende tekst :

« Art. 10*sexiesdecies*. Elke vereniging die in het kader van dit decreet subsidies ontvangt, moet een volledige boekhouding bijhouden, zoals bepaald door de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen in artikel 17, § 3, en de toepassingsbesluiten getroffen ter uitvoering van deze wet.' »

Art. 7. Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen door :

Artikel 15. Op voorstel van de Franstalige Jeugdgraad blijven de erkende jeugdorganisaties die vrijwillig fuseren of in een andere als jeugdbeweging of jeugddienst erkende organisatie opgaan, uit hoofde van de organisatie waarin ze zijn geïntegreerd gedurende een periode van vijf jaar genieten een gewone jaarlijkse subsidie die overeenstemt met :

1. de in artikel 6 voorziene basissubsidie;
2. de in hoofdstuk II*bis* voorziene forfaitaire aanvullende subsidie;
3. de tussenkomst in de personeelskosten voorzien in artikel 7 voor de betrekkingen waarmee rekening werd gehouden in de berekening van de laatste gewone jaarlijkse subsidie, die afzonderlijk werd toegekend;
4. een tussenkomst in de werkingskosten ten belope van het bedrag van de uitgaven, toegelaten door de berekening van de laatste gewone jaarlijkse subsidie die afzonderlijk werd toegekend. »

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt een hoofdstuk III*bis* ingelast met de volgende tekst :

« Hoofdstuk III*bis*. — Nieuwe initiatieven voor jongeren

Art. 15*bis*. Voor nieuwe initiatieven voor jongeren kan een forfaitaire subsidie worden toegekend. Onder nieuwe initiatieven voor jongeren' in de zin van dit decreet, wordt verstaan een geheel of gedeeltelijk door jongeren gedragen experiment, waarvan de actie – indien niet rechtstreeks behorend tot het actieveld van de jeugdorganisaties – doelstellingen nastreeft in samenhang met deze laatste zoals bepaald in artikel 2, § 1, 2 en 3, § 1, 4, 5, 6 en 7 van dit decreet. »

De adviescommissie voor de jeugdorganisaties legt de aard, het voorwerp en de criteria van de subsidiëring van de experimenten aan de Regering ter goedkeuring voor. Elk experiment kan maximum tweemaal hernieuwd worden en mag met maximum twee forfaitaire subsidies worden gefinancierd, behoudens door de Adviescommissie voor de jeugdorganisaties aan de Regering voorgestelde afwijkingen. De Regering bepaalt de bedragen en modaliteiten van deze tussenkomsten, op voorstel van de Adviescommissie van de jeugdorganisaties.

Via haar diensten publiceert de Regering een jaarverslag over de krachtens dit artikel toegekende bedragen, over de begunstigden van deze bedragen, evenals over de projecten die met deze subsidies werden gerealiseerd. »

Art. 9. § 1. De titel van hoofdstuk IV wordt vervangen door de titel « Overgangs- en eindbepalingen ».

§ 2. In hetzelfde decreet wordt in hoofdstuk IV een artikel 15*ter* ingelast met de volgende tekst :

« Art. 15*ter*. § 1. Tot een bedrag gelijk aan de beschikbare middelen bedraagt de variabele forfaitaire aanvullende subsidie, bedoeld in artikel 10*bis*, § 3 :

- voor het begrotingsjaar 2005 :

a) minstens 2.834,84 euro voor de erkende jeugdorganisaties met toegelaten uitgaven die het bedrag van 14.900 euro niet overschrijden;

b) het saldo voor de jeugdorganisaties dat overeenstemt met de bepalingen in artikel 10*bis*, § 3, alinea 1, b), c) en d) berekend volgens de in artikel 10*bis*, § 3, alinea 2 vastgestelde formule, dat echter niet lager mag zijn dan het bedrag bedoeld in a) vermenigvuldigd met het aantal punten van de jeugdorganisatie;

- voor het begrotingsjaar 2006 :

a) minstens 2.659,35 euro voor de erkende jeugdorganisaties met toegelaten uitgaven die het bedrag van 14.900 euro niet overschrijden;

b) het saldo voor de jeugdorganisaties dat overeenstemt met de bepalingen in artikel 10*bis*, § 3, alinea 1, b), c) en d) berekend volgens de in artikel 10*bis*, § 3, alinea 2 vastgestelde formule, dat echter niet lager mag zijn dan het bedrag bedoeld in a) vermenigvuldigd met het aantal punten van de jeugdorganisatie;

- voor het begrotingsjaar 2007 :

a) minstens 5.944,52 euro voor de erkende jeugdorganisaties met toegelaten uitgaven die het bedrag van 14.900 euro niet overschrijden;

b) het saldo voor de jeugdorganisaties dat overeenstemt met de bepalingen in artikel 10*bis*, § 3, alinea 1, b), c) en d) berekend volgens de in artikel 10*bis*, § 3, alinea 2 vastgestelde formule, dat echter niet lager mag zijn dan het bedrag bedoeld in a) vermenigvuldigd met het aantal punten van de jeugdorganisatie;

- voor het begrotingsjaar 2008 :

a) minstens 6.833,55 euro voor de erkende jeugdorganisaties met toegelaten uitgaven die het bedrag van 14.900 euro niet overschrijden;

b) het saldo voor de jeugdorganisaties dat overeenstemt met de bepalingen in artikel 10*bis*, § 3, alinea 1, b), c) en d) berekend volgens de in artikel 10*bis*, § 3, alinea 2 vastgestelde formule, dat echter niet lager mag zijn dan het bedrag bedoeld in a) vermenigvuldigd met het aantal punten van de jeugdorganisatie;

- voor het begrotingsjaar 2009 :

a) minstens 7.828,39 euro voor de erkende jeugdorganisaties met toegelaten uitgaven die het bedrag van 14.900 euro niet overschrijden;

b) het saldo voor de jeugdorganisaties dat overeenstemt met de bepalingen in artikel 10*bis*, § 3, alinea 1, b), c) en d) berekend volgens de in artikel 10*bis*, § 3, alinea 2 vastgestelde formule, dat echter niet lager mag zijn dan het bedrag bedoeld in a) vermenigvuldigd met het aantal punten van de jeugdorganisatie;

- voor het begrotingsjaar 2010 :

a) minstens 12.166,45 euro voor de erkende jeugdorganisaties met toegelaten uitgaven die het bedrag van 14.900 euro niet overschrijden;

b) het saldo voor de jeugdorganisaties dat overeenstemt met de bepalingen in artikel 10*bis*, § 3, alinea 1, b), c) en d) berekend volgens de in artikel 10*bis*, § 3, alinea 2 vastgestelde formule, dat echter niet lager mag zijn dan het bedrag bedoeld in a) vermenigvuldigd met het aantal punten van de jeugdorganisatie;

§ 2. Tot een bedrag gelijk aan de beschikbare budgettaire middelen bedraagt de in artikel 15bis bepaalde subsidiëring, onder voorbehoud van de in deze bepaling voorziene criteria en van de effectieve indiening van aanvragen :

- voor het begrotingsjaar 2005, minstens 15 forfaitaire subsidies van minstens 2.000 euro elk, om hoogstens 15 experimenten te ondersteunen;

- voor het begrotingsjaar 2006, minstens 15 forfaitaire subsidies van minstens 2.000 euro elk, om hoogstens 15 experimenten te ondersteunen;

- voor het begrotingsjaar 2007, minstens 25 forfaitaire subsidies van minstens 2.000 euro elk, om hoogstens 25 experimenten te ondersteunen;

- voor het begrotingsjaar 2008, minstens 30 forfaitaire subsidies van minstens 2.000 euro elk, om hoogstens 30 experimenten te ondersteunen;

- voor het begrotingsjaar 2009, minstens 100 forfaitaire subsidies van minstens 2.000 euro elk, om hoogstens 100 experimenten te ondersteunen;

- voor het begrotingsjaar 2010, minstens 100 forfaitaire subsidies van minstens 2.000 euro elk, om hoogstens 100 experimenten te ondersteunen.

Art. 10. In hetzelfde decreet worden :

1. de woorden "de Koning" vervangen door "de Regering";

2. "de Franstalige Jeugdraad", "van het bureau van de Franstalige Jeugdraad", van de Raad", "van het bureau van de Franstalige Jeugdraad van België" of "van de Franstalige Jeugdraad van België" vervangen door de woorden "van de Commissie";

3. "de raad" wordt vervangen door de woorden "de commissie";

4. "gehoord door de Franstalige Jeugdraad" door "gehoord door de Commissie";

5. "bureau van de Franstalige Jeugdraad" door de woorden "de Commissie".

Art. 11. De artikelen 5, 9 en 10 van dit decreet treden in werking op 1 januari 2005.

De Regering bepaalt de datum waarop de artikelen 2, 6 en 11 van dit decreet in werking treden.

Op deze datum worden de woorden van "de Franstalige Jeugdraad" in artikel 3 en 8 van dit decreet vervangen door de woorden van "de Commissie".

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 mei 2004.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,
C. DUPONT

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs,
de Opvang en de Opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Begroting,
M. DAERDEN

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
O. CHASTEL

De Minister van Hoger Onderwijs,
Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota's

(1) *Zitting 2003 – 2004.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet nr. 544-1. — Commissieamendementen nr. 544-2. — Verslag nr. 544-3. *Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 mei 2004.